



HAL
open science

Les grands débats sur l'impact économique des dépenses militaires sur les pays du tiers monde

Jacques Fontanel

► **To cite this version:**

Jacques Fontanel. Les grands débats sur l'impact économique des dépenses militaires sur les pays du tiers monde. Cahiers de l'Espace Europe, 1994. hal-02532101

HAL Id: hal-02532101

<https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-02532101v1>

Submitted on 4 Apr 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les grands débats sur l'impact économique des dépenses militaires sur les pays du tiers monde

Jacques Fontanel
Les Cahiers de l'Espace Europe
N° 4, Mars 1994

Le statut économique des dépenses militaires fait l'objet de nombreuses controverses entre ceux qui estiment que la défense nationale procure une sécurité économique qui, indirectement, profite à l'économie et ceux qui considèrent qu'il s'agit d'un fardeau. Il est vrai que les études économétriques ne présentent qu'un élément des dépenses militaires, son aspect dépenses, sans mettre en avant la protection elle-même. Il s'agit d'un service public, dont l'utilité est difficile à estimer. Des dépenses militaires peuvent être inutiles, donner l'impression d'une sécurité factice. Mais sans dissuasion, la prédation a toujours été un moyen pour un pays de s'enrichir au détriment des autres, notamment par la menace ou l'exercice de la guerre. Sur ce point, il est évidemment difficile de connaître exactement le service rendu à la Nation.

The economic status of military spending has been the subject of much controversy between those who believe that national defence provides economic security that indirectly benefits the economy and those who consider it a burden. It is true that econometric studies present only one element of military expenditure, its expenditure aspect, without highlighting the protection itself. It is a public service, the utility of which is difficult to estimate. Military spending may be unnecessary, giving the impression of fake security. But without deterrence, predation has always been a way for a country to enrich itself at the expense of others, in particular by the threat or the exercise of war. On this point, it is obviously difficult to know exactly the service rendered to the Nation.

Mots clés : Dépenses militaires, Tiers monde, croissance économique, défense, sécurité.
Military expenditures, Third World, economic growth, defence, security

Le statut théorique des dépenses militaires fait l'objet de nombreuses controverses. Pour les uns, l'effort de défense, en préservant la sécurité et la liberté nationales et en fournissant de nouvelles activités à fort potentiel technologique, est un facteur potentiel de développement économique ; pour les autres, la course aux armements affaiblit l'économie des pays du Tiers-Monde, en épuisant des ressources rares à des fins non productives et en créant des conditions de déséquilibres producteurs d'effets de domination et de détérioration des termes de l'échange des pays pauvres. Plusieurs ouvrages ou rapports importants illustrent ces débats, principalement lancés il y a 15 ans maintenant par Benoit (1978). Pour cet auteur, l'effort militaire favorise la modernisation industrielle, la formation et l'information des hommes, l'amélioration des infrastructures, l'utilisation complète des capacités de production des économies des pays en voie de développement, le sens de l'ordre et de la discipline et la volonté d'indépendance. Cette analyse a été, dès l'origine, fortement contestée sur la forme et sur le fond. Cette relation est très contestable sur le fond, car il existe un écart important entre la modernisation des forces de défense et la modernisation d'une économie et l'analyse de Deger et Smith (1983), tout en contestant la forme de l'analyse de Benoit, produit des résultats inverses, à partir d'un petit modèle de trois équations. Si à court terme, les dépenses militaires ont une influence positive sur la croissance, en augmentant la demande, elles exercent, à plus long terme, un impact négatif sur le développement économique. Depuis ces études, de nombreuses analyses nouvelles ont été faites sur la question de l'impact des dépenses et des industries militaires sur les économies du Tiers-Monde. Les mêmes clivages subsistent, quand bien même quelques règles nouvelles semblent devoir être généralement acceptées.

Trois thèmes principaux sont abordés : l'efficacité économique des dépenses et des industries d'armement, l'investissement de la paix et les principes d'une bonne gestion du désarmement.

I) Les nouveaux débats sur l'efficacité économique des dépenses et industries d'armement.

Pour Saadet Deger (1986) et Nicole Ball (1988), l'armement national est une cause de sous-développement, alors que pour Robert Looney (1988) cette relation n'est valable que pour les pays importateurs d'armes. Pour Deger, il existe une relation négative entre le développement socio-économique et l'influence militaire d'un pays et les études économétriques, trop simplificatrices, ne peuvent rendre compte avec précision d'une relation de type qualitative s'inscrivant dans le moyen et long termes. Selon Ball (Journal of Peace Research, 1991), les dépenses militaires n'ont pas joué le rôle essentiel que d'aucuns souhaiteraient leur voir jouer *a posteriori*, car si la production nationale des armes présente quelques avantages potentiels comme l'économie de devises rares, la maîtrise technologique et la mise en oeuvre éventuelle d'une politique d'industrialisation par tache d'huile à partir d'investissements militaires qui, de toute façon, n'auraient pas été réalisés à des fins civiles, il est fréquent qu'une concurrence se développe entre le secteur militaire et le secteur civil dans le choix des investissements et pour l'embauche des meilleurs cadres ; dans ces conditions, les effets d'éviction apparaissent fortement et les coûts d'opportunité des choix militaires s'avèrent souvent très élevés. En outre, aucun pays du Tiers-Monde ne peut supporter une telle politique s'il ne possède pas préalablement un secteur industriel suffisamment fort et diversifié. Seuls les grands pays en voie de développement, notamment le Brésil et peut-être l'Indonésie peuvent éventuellement recevoir des effets multiplicateurs suffisants de leur effort militaire pour dépasser les effets d'éviction qu'exerce indiscutablement le secteur militaire sur le secteur civil. Enfin, l'essor des industries d'armement dans les pays en voie de développement conduit aussi à une croissance des dépenses militaires qui, à long terme, est susceptible de soulever de graves difficultés de développement économique national (Stratégique, Fontanel, 1990).

Les analyses de Deger et Ball sont clairement contestées par Looney qui, à partir d'analyses économétriques simples, se croit autorisé à conclure un peu abruptement sur trois propositions :

- Les influences politico-bureaucratiques sont plus fortes dans la définition des dépenses militaires que les rivalités internationales. Cette hypothèse a souvent été confirmée par plusieurs articles, notamment pour les pays développés (Defence Economics, 1990, et notamment l'article de Ron Smith & Jacques Fontanel).

- La production des armes peut constituer un facteur d'industrialisation des économies nationales des pays du Tiers-Monde. Les effets de substitution jouent un rôle important pour les pays importateurs des matériels militaires, alors que, par les effets d'import-substitution, les pays producteurs augmentent l'offre nationale correspondant à une demande interne. Cette analyse a été reprise pour l'Inde et le Brésil par Michael Ward (ARES, 1991) et les conclusions apparaissent, au moins pour

les producteurs d'armements, plus nuancées. Si les programmes militaires du Brésil et de l'Inde tendent à être globalement positifs, c'est surtout dans leur fonction de composante des dépenses publiques. En effet, en termes de coûts d'opportunité, les dépenses et les industries militaires ne sont pas les meilleurs choix économiques que puissent réaliser les Etats.

- Les dépenses militaires n'ont que faiblement contribué à l'essor de la dette des pays du Tiers-Monde et notamment de ceux de l'hémisphère Sud. Plusieurs réflexions ont été engagées sur ce thème et les conclusions apparaissent relativement homogènes. Si l'effort militaire ne peut pas expliquer toute la dette des pays sous-développés, il n'en reste pas moins vrai que son importance ne doit pas être négligée (Schmidt & Blackhaby, 1987). Dans un ouvrage édité par Serge Sur (UNIDIR, 1991), qui met notamment en évidence les conséquences économiques, sociales et stratégiques du processus de contrôle des armements sur les économies du Tiers-Monde, Saadet Deger souligne l'importance de cette dette pour les pays du Tiers-Monde et elle insiste sur les menaces que cet endettement fait peser sur la sécurité internationale du monde contemporain.

- Looney (1988) poursuit son analyse en considérant qu'en l'absence de transferts, pour les pays qui n'ont pas d'industrie d'armement, les effets d'une réduction des dépenses militaires, si elle n'est pas compensée par une dépense au moins égale au maintien de l'ordre intérieur ou à l'achat de produits de luxe importés, sont positifs même à court terme, car ils favorisent l'utilisation plus efficace des ressources rares. Pour les pays producteurs d'armes, une procédure de désarmement peut avoir des effets pervers à court terme, notamment pour les industries et régions directement concernées par les activités industrielles d'armement.

- Récemment, Mintz et Stevenson (1992) ont entrepris une étude complémentaire examinant l'impact direct et les effets d'entraînement des dépenses militaires dans plus de 100 pays et ils concluent que dans la grande majorité des cas (92 sur 103), les dépenses militaires n'ont aucun effet significatif sur la croissance économique. Le niveau de développement du pays peut aussi être un déterminant important de la relation entre les dépenses militaires et les autres variables macro-économiques. Dans un pays en voie de développement, le complexe militaro-industriel peut exploiter les capacités de production jusque-là sous-utilisées et créer une demande effective pour les industries où le capital est sous-employé. Le complexe militaro-industriel peut aussi contribuer à développer localement les capacités de direction et de gestion d'entreprise, ainsi qu'un secteur de recherche scientifique et technique, et amorcer un mécanisme de redistribution du revenu. Par contre, une fois que le développement économique est engagé, le coût des occasions d'investir qui ont dû être ignorées croît par rapport au coût de l'investissement réalisé dans le secteur militaire, réduisant ainsi le potentiel de croissance. En résumé, il est extrêmement difficile d'estimer les effets multiplicateurs et les relations macroéconomiques sans tenir compte des contraintes différentes

auxquelles les groupes de pays ont à faire face. Pour Ward (1994), les estimations des effets d'entraînement pour les pays en voie de développement donnent à penser que dans le secteur civil, ces effets sont généralement plus élevés que dans le secteur militaire. Par contre, dans les économies avancées, les effets d'entraînement créés par le secteur de la défense semblent être importants alors que ceux créés par le secteur civil paraissent négligeables. Les données empiriques présentées dans ces travaux démontrent clairement que les pays tendent à développer leurs dépenses militaires lorsque leur base économique s'accroît.

II) L'investissement de la paix

Pour le Rapport de l'UNIDIR (1992) pour l'Assemblée Générale des Nations Unies, il est inexact de parler de dividendes de la paix, car toute procédure de conversion est coûteuse. Il n'en reste pas moins vrai qu'à long terme, des effets très positifs peuvent être attendus d'une réduction substantielle des efforts militaires nationaux ; dans ces conditions, il est plus judicieux de parler d'investissement de la paix. Certes, une régression économique conjoncturelle provoquée par la réduction des achats internes d'armement peut conduire à des effets d'irréversibilité sectorielles ou régionales, notamment en matière de conversion d'activité. Cependant, une bonne gestion de la réduction des dépenses militaires devrait exercer des incidences positives à long terme sur la recherche-développement civile, sur la productivité réelle des économies nationales ou sur la confiance dans les relations internationales d'échange. Plusieurs questions de principe méritent une réponse, sachant que si à court terme une procédure de désarmement sera coûteuse et longue, à long terme des avantages substantiels peuvent en être obtenus pour tous les États, à condition de respecter certaines règles (ARES, Fontanel 1992).

a) L'armement est-il un frein au développement ?

Pour les économistes, les dépenses militaires sont analysées comme des dépenses improductives. Elles exercent donc des effets négatifs sur la croissance économique. Cependant, certains pays peuvent recevoir des effets économiques positifs d'une activité d'armement : les industries d'armes créent des emplois en réduisant les importations, les exportations améliorent la balance commerciale, la technologie militaire exerce des retombées positives sur le secteur civil de la production. En outre, l'armement se propose d'assurer la sécurité des États contre le pillage, les effets de domination, l'exercice de la violence. S'il est nécessaire de disposer de moyens suffisants pour dissuader un éventuel agresseur, l'excès d'armement est paupérisant, puisqu'il n'assure pas les besoins fondamentaux (Deger, UNIDIR, 1990)

b) Le désarmement produit-il des effets favorables sur l'économie nationale ?

Le désarmement est généralement présenté comme un facteur de développement économique et social. Ainsi, le coût d'un porte-avions est souvent comparé au nombre d'écoles ou d'hôpitaux qu'il représente. L'excès d'armement provoque toujours des situations de crise économique, politique ou stratégique. Tout désarmement n'équivaut pas nécessairement à une réduction des dépenses militaires. «Les dividendes de la paix» se transforment parfois en coûts du désarmement pour la destruction des stocks d'armes ou la vérification des accords. En outre, une suppression des stocks militaires ne garantit pas la limitation des capacités de destruction (UNIDIR, Fontanel, 1991). La réduction des quantités d'armes amène les Etats à améliorer la qualité de leurs produits et donc à accroître leurs dépenses militaires, par le triple effet d'une réduction des économies d'échelle (moins d'unités produites augmente le prix unitaire des armes), du développement des coûts de recherche-développement nécessaires à la définition de nouvelles armes et d'un effet de substitution vers la production d'armes non concernées par l'accord. Enfin, les accords de désarmement qui impliquent des injonctions à choisir de préférence des armes défensives ont pour conséquence l'accélération de l'obsolescence des produits militaires dissuasifs existants ; ce qui suppose des coûts supplémentaires et des engagements financiers très importants car les armes défensives sont plus onéreuses que les armes offensives, comme le programme SDI (Strategic Defense Initiative ou «guerre des étoiles») en a apporté la preuve cette dernière décennie. Enfin, une limitation des dépenses militaires peut provoquer la suppression de programmes d'armements entiers, alors qu'un accord physique conduit à sauvegarder, quel qu'en soit le coût, un programme réduit à de faibles quantités de matériels. Tout processus de désarmement doit comprendre une réduction contrôlée des budgets militaires, indicateurs imprécis mais irremplaçables de l'importance de la course aux armements (UNIDIR, Fontanel, 1991).

III) Les principes de bonne gestion du désarmement

Plusieurs principes ont été présentés, notamment par Defence Economics (Fontanel & Ward), ARES 1992 (Fontanel) et Rapport UNIDIR (1993), parmi lesquels il faut insister sur les thèmes suivants.

a) Toute réduction des dépenses militaires n'équivaut pas à une amélioration immédiate de la situation économique nationale.

Si l'on peut convertir les dépenses militaires à d'autres formes de dépenses publiques ou privées, les usines, les équipements, les hommes jusque là affectés à la

sécurité nationale sont susceptibles de connaître d'importantes difficultés de conversion et parfois même, pour les entreprises à productions duales (militaires ou non), de graves problèmes financiers, menaçant la compétitivité des produits destinés au secteur civil. La substitution des dépenses militaires en faveur des dépenses civiles ne permet pas le financement rapide du capital nécessaire au maintien des emplois rendus précaires par l'obsolescence ou l'inadaptation des installations destinées à la production des armements. Il faut, en outre, s'engager non seulement dans la conversion rentable des matériels existants, mais aussi réinvestir, développer de nouvelles activités et trouver de nouveaux débouchés. L'effort économique nécessaire pour renflouer les firmes sinistrées et leur permettre la survie économique devrait dépasser, à court terme, l'importance de la limitation de l'effort militaire (Defence Economics, Fontanel & Ward, 1992). Pour les Etats-Unis, il est probable que les dividendes permettront d'abord une réduction du déficit public. Pour les pays faiblement développés de l'URSS, la conversion sera la plus facile, compte tenu de l'existence d'un potentiel considérable de consommation solvable non satisfaite, de la faiblesse de la concurrence et de la capacité des entreprises à produire des biens à double utilisation, militaire et civile. Dans les pays en voie de développement, les avantages attendus pour les pays importateurs d'armes sont incontestablement positifs ; pour les producteurs d'armement, la conversion ne peut se faire que dans le cadre d'une concertation avec les pays riches, afin d'éviter l'effondrement du système économique mis en place.

b) Les dépenses militaires ne constituent pas un indicateur suffisamment fiable de la puissance stratégique d'un Etat.

Les dépenses militaires ne peuvent pas suffire pour fonder un processus de désarmement. Les comparaisons internationales sont souvent contestables (définition, existence ou non d'une conscription, détermination administrative des prix sur des marchés monopolistiques, inadéquation de l'utilisation des taux de change, etc.). En outre, la sécurité d'un pays dépend de nombreux facteurs difficilement exprimables par les seules variables économiques, comme la longueur des frontières, la solidarité interne des régions, l'importance des menaces ou la solidité des Alliances. Enfin, les dépenses militaires sont plus ou moins productrices de sécurité (Stratégie, Fontanel, 1991). Compte tenu des accords internationaux sur la non prolifération des armes nucléaires, les grandes puissances monopolisent une arme très puissante et dissuasive à un faible coût. Dans ces conditions, il leur est possible de réduire leurs dépenses militaires sans toucher au pilier central de leur défense. Pour les pays du Tiers-Monde, malgré l'absence de chiffres précis, le contrôle est plus aisé à réaliser, sauf cas exceptionnel. Les dépenses militaires sont évaluées en dollars du simple au quadruple,

selon que l'indicateur de conversion monétaire se limite aux taux de change ou s'il se réalise avec les calculs de parité de pouvoir d'achat. Dans ces conditions, les pays en voie de développement ne souhaitent guère utiliser ce critère pour favoriser une procédure de désarmement.

c) A long terme, les avantages économiques attendus d'une procédure durable de désarmement peuvent être conséquents.

Les résultats des modèles économétriques mettent en évidence les effets économiques positifs d'une procédure de désarmement, principalement dans le cadre d'un transfert partiel des ressources dégagées en faveur des pays du Tiers-Monde. Compte tenu de la nature improductive des dépenses militaires, il est incontestable que la première crise de conversion réglée, la nouvelle situation de paix, si elle se pérennise, aura des effets positifs sur le développement économique mondial (UNIDIR, Deger, 1991). Cependant, de nouvelles inégalités économiques peuvent naître provoquant de nouvelles tensions politiques et sociales susceptibles de relancer une nouvelle fois une course aux armements. Ainsi, en cette fin de XX^{ème} siècle, les transferts internationaux risquent de changer de nature et d'orientation, en faveur des pays de l'Europe de l'Est et au détriment des pays du Sud. En outre, la nouvelle carte de la compétitivité internationale risque de profiter aux forts (généralement les plus forts producteurs et consommateurs d'armement) et de réduire le potentiel de développement des plus pauvres. Enfin, l'aide internationale peut avoir des effets pervers si elle conduit les économies pauvres à une destruction des productions locales et à une dépendance économique progressive, facteur de paupérisation (UNIDIR, Fontanel, 1991).

d) Les efforts et les contrôles du désarmement doivent être à la fois progressifs, généraux et continus.

La réduction des dépenses militaires ne peut être que progressive, car il existe des effets de seuil dans la définition de la sécurité nationale, qui dépendent du consensus social d'une Nation en matière de défense, de la confiance accordée aux accords internationaux de limitations quantitatives ou qualitatives des armements et des niveaux technologiques comparés des Etats (Ball, 1986). Pour être efficace, une réduction des dépenses militaires doit tenir compte des dépenses réelles et de leurs structures. Il est ainsi caractéristique qu'une réduction des dépenses nucléaires concernant la stratégie de la dissuasion française risquerait de lui faire perdre toute crédibilité, alors qu'une réduction de moitié des forces nucléaires en URSS et aux Etats-Unis n'aurait que des effets secondaires sur leurs stratégies.

- Elle doit être continue et veiller à l'évolution des dépenses de recherche-développement dans le secteur de l'armement (qui sont 20 fois supérieures par unité produite à celles du secteur civil) ; sans contrôle spécifique, elles peuvent aboutir au monopole, par une seule Nation, de technologies militaires susceptibles d'être rapidement développées en cas de conflit, assurant ainsi à leur détenteur une puissance politique et stratégique considérable (Defence Economics, Fontanel & Ward, 1992).

- Elle doit être générale et s'appliquer à l'ensemble des Etats. Ainsi, les ventes d'armes doivent être sévèrement contrôlées, car elles conduisent parfois à la «concrétisation guerrière» de conflits latents, qui auraient pu trouver une solution négociée, elles limitent les ambitions des producteurs d'armes désireux de trouver dans l'exportation une justification à la production d'engins militaires onéreux et elles réduisent le potentiel de développement des pays les plus démunis. L'expérience montre que la diffusion de l'armement accélère le potentiel de conflits internationaux (UNIDIR, 1991). En conclusion, les négociations ne constituent pas des règles intangibles sur lesquelles les Etats doivent définitivement s'aligner. Un processus de désarmement implique des rencontres régulières, dans un climat de confiance réciproque.

e) La lutte contre les racines du désarmement

Le désarmement requiert une série de décisions notamment sur l'ordre économique international, sur la nature du développement, sur la direction du progrès technologique susceptible d'être développé dans une société moins militarisée ou sur la réallocation et la répartition des ressources économiques (Ball, 1986). Ces questions ne font que très rarement l'objet de discussions dans les négociations de limitation de la course aux armements. Or, le développement économique des Nations est un facteur fondamental de la sécurité internationale (Deger & West, 1987). De nombreux conflits armés sont nés des luttes économiques et la dernière guerre du Proche-Orient peut aussi trouver des explications dans la volonté des uns de récupérer la richesse insolente d'un voisin et dans le souhait des autres de ne pas laisser entre des mains ennemies les ressources pétrolières importantes du Koweït. Le développement économique intervient dans le désarmement à trois niveaux, au moins :

- D'abord, dans un monde de rareté, les dépenses militaires, par essence improductives, constituent un gaspillage, si l'on se situe dans un monde sans conflits internationaux. L'expérience récente de l'Union Soviétique est là pour prouver qu'un effort excessif de dépenses militaires érode peu à peu l'efficacité de l'appareil économique et réduit à terme le potentiel national de défense (UNIDIR, 1993).

- Un désarmement déconnecté des raisons qui fondent la course aux armements peut se révéler, à terme, particulièrement dangereux pour la paix ou pour les systèmes

politiques démocratiques. Comme les grandes puissances peuvent bénéficier directement ou indirectement d'effets de domination, une modification des rapports de forces stratégiques est susceptible de transformer aussi la carte économique internationale (ARES, Fontanel, 1992).

- Enfin, lorsque la dignité des hommes est menacée, il arrive fréquemment que les Nations préfèrent le combat au statu quo. La sécurité internationale ne peut durablement être maintenue dans le cadre d'effets de domination ou d'inégalités économiques et sociales excessifs.

Ces études et rapports mettent en évidence le renouveau des réflexions économiques sur le désarmement, autrefois dominées par les conceptions de type «Peace Research» simplistes sur l'intérêt incontestable de la réduction des dépenses militaires en faveur de l'éducation ou de la santé et par les spécialistes d'économie industrielle obsédés par le bon fonctionnement des entreprises en place et plutôt favorables à l'idée selon laquelle l'armement était une activité économique comme les autres. Les analyses actuelles sont plus fines, moins manichéennes, mais elles n'en manquent pas moins encore de profondeur et de cohérence. C'est pourquoi il faut encourager le développement de l'économie de la défense et du désarmement, discipline encore mal perçue par les économistes francophones, alors même qu'elle commence à s'établir puissamment dans les pays anglo-saxons sous l'impulsion de l'Association des Economistes Contre La Course aux Armements.

Bibliographie

- ARES : «Désarmement ou Course aux armements ? Les nouvelles données». Volume XIII/1, J.F. Guilhaudis Editeur, Avril 1992. et notamment l'article de Jacques Fontanel «L'économie du désarmement. Dix conseils pratiques».

- ARES : «Développement économique et défense», J. Fontanel & Jacques Aben éditeurs, Volume XII, 1990.4., décembre 1991 et notamment l'article de Michael WARD, intitulé «Military Technologies and Economic Development. A Comparison of India and Brazil».

- BALL Nicole : «Security and economy in the Third World». Princeton University Press, Princeton, 1988.

- BENOIT Emile (1978) : «Growth and defence in developing countries». Economic Development and Cultural Change, Vol. 26, January, pp. 271-280.

- Defence Economics, Vol.1, N° 4, 1990 et notamment Jacques FONTANEL et Ron SMITH : «The impact of strategy and measurement on models of French military expenditure».

- DEGER Saadet : «Military Expenditure in Third World Countries : The Economic Effects». Routledge and Keegan Paul, London, Boston and Henley, 1986.

- DEGER S., WEST, R. (1987), *Defence, Security and development* ; Frances Pinter, London.
- DEGER, Saadet, SMITH Ron (1983), *Military Expenditure and growth in less developed countries*, *Journal of Conflict Resolution*, Vol. 27, n°2.
- FONTANEL, J. (1980), *Military expenditures and Economic Growth (France, Morocco)*, Rapport pour le Groupe d'Experts des Nations Unies « Désarmement pour le Développement », CEDSI, Grenoble.
- FONTANEL, J. (1984), *L'économie des armes*, La Découverte, Paris.
- FONTANEL, J., SMITH, R. (1985), *L'effort économique de défense*, ARES, n° Spécial. Grenoble, Lyon.
- FONTANEL, J. (1985), *L'intérêt d'un Fonds International de Désarmement pour le Développement*, *Etudes Internationales*, vol 16, n°3, Septembre
- FONTANEL, J. (1986), *The International Disarmament Fund for Development*, *Disarmament*, vol.IX, n°1, Spring ? United Nations.
- FONTANEL, J., SMITH, R. (1987), *The creation of an international disarmament fund for development*, in « *Defence, Security and Development (Deger & West Editors)*, France Pinters, London.
- FONTANEL, J. (1990), *L'économie du désarmement*, *Stratégique*, n°47, 3/90. Paris.
- FONTANEL, J., WARD, M. (1991), *Military expenditures, Armaments and Disarmament*, *Defence Economics*.
- FONTANEL, J. (1994), *Les économistes à la recherche des causes et des conséquences de la paix*, *Cahiers de l'Espace Europe*, n°8.
- FONTANEL, J., (1994), *Economie de la Paix*, Ares, Défense et Sécurité, Grenoble.
- FREDERICKSEN, P.C., LOONEY, R.E. (1986), *Defence expenditures, External Public Debt and Growth in Developing Countries*, *Journal of Peace Research*, December.
- GRIFFIN, L.J., WALLACE, M., DEVINE, J. (1982), *The political Economy of military spending : Evidence from United States*, *Cambridge Journal of Economics*, n°6.
- GYIMAH-BREMpong, K. (1989), *Defence spending and economic growth in Sub-Saharan Africa : an econometric investigation*. *Journal of Peace Research*.
- HEWITT, D.P. (1991), *Military Expenditure, Econometric Testing of Economic and Political Influences*, Fiscal Affairs Department, IMF, May.
- KEYNES, M (1921), *How to pay for war* », London.
- KLEIN, L.R. (1990), *Disarmament and Development* » in *Science, war and peace* (J.J. Solomon ed.), *Economica*, Paris.
- LEONTIEV, W., HOFFENBERG, M. (1961), *The Economic Effects of Disarmament*, *Scientific American*, n°204, April.
- LOONEY, R. (1988), *Third-World Expenditure and Arms Production*, Mac Millan Press, London.
- MINTZ, A., STEVENSON, R. (1992), *Defence expenditures, economic growth and the peace dividend*, *Economics of International Security Conference*, Den G*Hague, May 21.
- SCHMIDT, C. BLKACHABY, F. (1987), *Peace, Defense and Economic Analysis*, *International Economic Association*, Mc Millan Presse.
- SEN, A. (1983), *Development: Which way now?*, *Economic Journal*, vol 93, December.
- UNIDIR (1991), *Dimensions économiques des négociations et accords sur le désarmement*, Nations Unies, New York, UNIDIR/91/92.
- UNIDIR (1993), *Economie du désarmement*, Rapport à l'Assemblée Générale des Nations Unies, New York.